



CESIS_P-2621

POLITIQUE

Enquêtes sur SAAQcllic

La SAAQ renonce au secret professionnel de ses avocats



PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, ARCHIVES LA PRESSE

Des documents obtenus en exclusivité par *La Presse* ont permis d'apprendre jeudi que la police avait identifié quatre suspects soupçonnés d'une série de crimes en lien avec le fiasco SAAQcllic, dont un fonctionnaire soupçonné de corruption.

Le conseil d'administration de la SAAQ s'est finalement prononcé pour la levée du secret professionnel de ses avocats dans le cadre de toutes les enquêtes sur SAAQcllic, samedi. Jusqu'à présent, certaines



INFOLETTRE

Jeux olympiques

Milan-Cortina 2026

Nos envoyés spéciaux seront vos yeux et vos oreilles pour aller bien au-delà des résultats.

Chaque jour, pendant les Jeux olympiques

Courriel

[Je m'inscris](#)[Toutes les infolettres](#)[Voir notre politique de confidentialité](#)



enquêteurs.

Mis à jour le 30 août

**MEGAN FOY**
La Presse

CE QU'IL FAUT SAVOIR

- L'Unité permanente anticorruption (UPAC) mène une enquête sur le fiasco SAAQcllic.
- Le corps policier a mené une perquisition au siège de la SAAQ à Québec en juin.
- La direction de la SAAQ a fait valoir que des documents saisis pourraient être protégés par le privilège avocat-client.
- François Legault a exigé jeudi que la société d'État collabore avec l'UPAC.
- Samedi, la SAAQ a renoncé à invoquer le secret professionnel de ses avocats dans toutes les enquêtes sur SAAQcllic.

Jeudi, le premier ministre François Legault sommait la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) de collaborer à l'enquête de l'Unité permanente anticorruption (UPAC), car les Québécois devaient être en mesure d'avoir pleinement confiance dans les démarches de l'enquête.

La SAAQ avait ensuite annoncé qu'elle donnerait accès aux documents nécessaires aux policiers dès la semaine prochaine. Mais elle n'avait pas encore pris la décision de lever le privilège assurant la confidentialité des échanges entre avocat et client pour garder certains éléments hors de portée des enquêteurs, position qu'elle maintenait depuis juin.

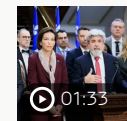
COMMANDITÉ

Mais voilà que le conseil d'administration (C.A.) de la SAAQ s'est ravisé, en votant unanimement pour la levée du privilège, a annoncé l'organisme par voie de communiqué, samedi matin. C'est au C.A. que revenait cette décision, et elle a des répercussions sur toutes les enquêtes de la SAAQ.

Tous les avis, opinions et conseils juridiques qui permettront l'exercice des mandats de la commission Gallant, de l'UPAC et de l'Autorité des marchés publics (AMP) seront divulgués, précise-t-on.

ACTUALITÉS
LES PLUS CONSULTÉS

DERNIÈRE HEURE



01:33

01 POLITIQUE

Crise au PLQ

Le « fighter » Pablo Rodriguez fait un mea culpa

Publié à 9 h 40 | Mis à jour à 10 h 0



01:11

02 POLITIQUE

Bilan de session

Paul St-Pierre Plamondon réclame des élections hâtives

Publié à 11 h 39



03 JUSTICE ET FAITS DIVE...

Pénitencier de Port-Cartier

L'assassin de Romane Bonnier poignarde un agent correctionnel



avons été mis au fait de l'enjeu de l'accès à certains documents, tant la présidente-directrice générale par intérim que le C.A. ont pris les mesures nécessaires pour régler rapidement la question. »

— Dominique Savoie, présidente du conseil d'administration de la SAAQ

La PDG par intérim de la SAAQ, Annie Lafond, a d'ailleurs déclaré sur la plateforme X que ce geste « concret » représentait « une étape importante » dans la progression des enquêtes.

Sur le même réseau social, la vice-première ministre Geneviève Guilbault n'a pas tardé à souligner que l'appel du gouvernement avait été entendu.

Des documents obtenus en exclusivité par *La Presse* ont d'ailleurs permis d'apprendre, jeudi, que la police avait identifié quatre suspects soupçonnés d'une série de crimes en lien avec le fiasco SAAQclic, dont un fonctionnaire soupçonné de corruption. L'enquête criminelle, menée parallèlement à la commission Gallant, était toutefois freinée par la direction de la SAAQ, qui empêchait les policiers d'accéder à certains documents délicats.

[Lisez l'article « Enquête policière sur SAAQclic : Quatre suspects dans la ligne de mire »](#)

La firme indépendante embauchée pour analyser les documents était Levasseur & Associés Avocats. La SAAQ avait eu la confirmation que l'ensemble du cabinet serait mis à contribution afin d'accélérer le traitement.

Ce n'est pas la première fois qu'un organisme public renonce à invoquer le privilège du secret professionnel pour permettre aux enquêtes policières de progresser. C'est notamment ce qu'avait fait la Ville de Montréal quand avait éclaté le scandale des compteurs d'eau.

— Avec la collaboration de Vincent Larin, *La Presse*

Partager cet article



Proposés par notre algorithme

ARTICLES SIMILAIRES



POLITIQUE

Après l'intervention de Legault

La SAAQ remettra certains documents aux policiers

Mis à jour le 28 août

POLITIQUE LES PLUS CONSULTÉS

AUJOURD'HUI



01 POLITIQUE

Un deuxième député conservateur passe chez les libéraux

Mis à jour hier à 20 h 52



02 POLITIQUE

Exception religieuse pour les discours haineux

Des élus conservateurs en comité avec la Bible

Publié hier à 14 h 03



03 POLITIQUE

Crise au PLQ

Le « fighter » Pablo Rodriguez fait un mea culpa

Publié à 9 h 40 | Mis à jour à 10 h 0

POLITIQUE LES PLUS CONSULTÉS

CETTE SEMAINE

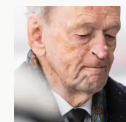


01 POLITIQUE

Crise au PLQ

L'UPAC enquête, Rodriguez appelé à partir

Mis à jour le 10 décembre



02 POLITIQUE

Comité sur l'Opération citoyenneté

Jean Chrétien refuse de témoigner à Ottawa

Publié le 8 décembre



Commission Gallant

Trois membres du conseil d'administration de la SAAQ ont claqué la porte

Publié le 28 août



POLITIQUE

Fiasco SAAQclic

François Legault témoignera devant la commission Gallant

Mis à jour le 26 août



Un deuxième député conservateur passe chez les libéraux

Mis à jour hier à 20 h 52

PUBLICITÉ

POLITIQUE EN CONTINU



POLITIQUE

Bilan de session

Paul St-Pierre Plamondon réclame des élections hâtives

Publié à 11 h 39



POLITIQUE

Si un autre élu conservateur change de camp

Les libéraux pourraient obtenir une majorité sans la tenue d'un scrutin

Publié à 11 h 27

ACTUALITÉS VIDÉOS

COMMANDITÉ



Crise au PLQ

Le « fighter » Pablo Rodriguez fait un mea culpa

Publié à 9 h 40 | Mis à jour à 10 h 02



POLITIQUE

Blanchet juge « très possible » des élections fédérales avant l'automne 2026

Publié à 6 h 07



POLITIQUE

Crise au PLQ

Sous pression, Pablo Rodriguez tente une riposte

Publié hier à 22 h 32



POLITIQUE

Un deuxième député conservateur passe chez les libéraux

Mis à jour hier à 20 h 52

PUBLICITÉ

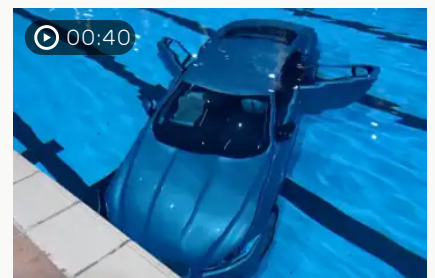


POLITIQUE

Bilan de session

Paul St-Pierre Plamondon réclame des élections hâtives

Publié à 11 h 39



INSOLITE

France

Une voiture aboutit au fond d'une piscine municipale

Publié à 11 h 01

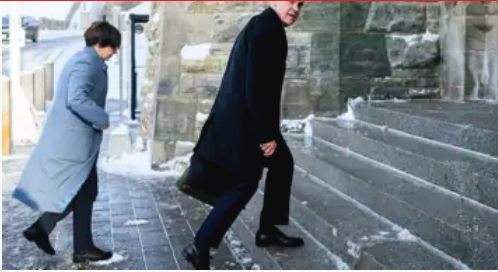


POLITIQUE

Crise au PLQ

Le « fighter » Pablo Rodriguez fait un mea culpa

Publié à 9 h 40 | Mis à jour à 10 h 02



La Chambre des communes suspend ses travaux pour six semaines de vacances

Mis à jour hier à 18 h 47



POLITIQUE

Adoption du projet de loi 14

L'achat de votes durant une course à la direction n'est plus permis

Publié hier à 15 h 32



POLITIQUE

Crise au PLQ

Une douzaine d'ex-élus réclament la démission de Pablo Rodriguez

Publié hier à 14 h 54



POLITIQUE

Exception religieuse pour les discours haineux

Des élus conservateurs en comité avec la Bible

Publié hier à 14 h 03

NOUS JOINDRE

Transmettez une nouvelle à la rédaction de La Presse.

Formulez un commentaire ou demandez une correction à la direction de l'information.

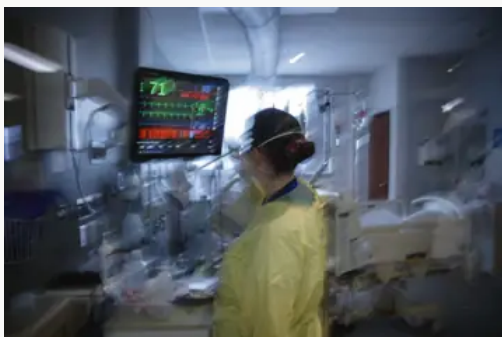
EXPRIMEZ-VOUS

Contribuez au dialogue en nous faisant parvenir votre texte d'opinion.



Christine Roy, nouvelle vérificatrice générale du Québec

Publié hier à 14 h 01



POLITIQUE

Infrastructures en mauvais état

Une « fatalité » dit un député caquiste

Publié hier à 12 h 42



POLITIQUE

Enquête de l'UPAC

Rodriguez s'accroche, l'appui d'un député se fragilise

Publié hier à 10 h 56



POLITIQUE

Crise au PLQ

L'UPAC enquête, Rodriguez appelé à partir

Mis à jour le 10 décembre

COMMANDITÉ



Chauffeurs au rabais

Le gouvernement sévit déjà, dit le ministre MacKinnon

Mis à jour le 10 décembre



POLITIQUE

Alberta

Une pétition de destitution est lancée contre Danielle Smith et deux autres ministres

Mis à jour le 10 décembre

Charger plus d'articles



Nos applications

La Presse+

Application mobile La Presse

Contact

Centre d'aide

À propos de nous

Faire carrière chez nous

Annoncer chez nous

Services

Nos infolettres

Avis de décès

Les Éditions La Presse

Météo

Concours

Archives

Recherche

Renseignements sur
les archives

Suivez La Presse



Légal

Conditions d'utilisation

Politique de confidentialité

Registre de publicité électorale

Code de conduite